

L'ÉTAT QUÉBÉCOIS EN PERSPECTIVE

L'effectif des municipalités

L'Observatoire de l'administration publique, printemps 2012

Hormis des recherches universitaires ponctuelles¹, seul le ministère des Affaires municipales² produit des données relatives à l'effectif des administrations municipales.

ANNÉE	Élus	Cadres et contremaîtres	Professionnels et cols blancs	Cols bleus	Policiers	Pompiers	Conducteurs et opérateurs	Total
2000	9 175	7 321	18 950	16 943	4 223	13 039	n.d.	69 651
2001	8 627	7 408	19 884	17 191	4 409	15 902	n.d.	73 421
2002	7 546	7 507	22 261	19 345	8 274	15 354	29	80 725
2003	7 665	8 363	22 860	20 484	8 061	16 046	10	83 488
2004	8 011	8 204	23 960	20 879	8 242	18 335	50	87 683
2005	8 125	8 533	23 955	20 682	8 237	17 184	24	86 740
2006	8 234	8 746	24 306	20 411	8 235	17 606	12	87 551
2007	8 222	8 941	24 659	20 650	8 250	14 944	23	85 691
2008	8 179	10 000	24 179	20 873	8 570	14 481	22	86 305
2009	8 207	9 148	25 237	21 266	8 743	14 179	23	86 803
2010	8 066	9 397	24 981	20 925	8 442	14 324	21	86 156

À partir de ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), Rapport financier des organismes municipaux, « Analyse de la rémunération, de l'activité eau et égout et du coût des services municipaux ».

¹ En 1999, le nombre d'employés municipaux à temps complet et à temps partiel était estimé à 80 000 au Québec. Cette population se répartissait comme suit : 3 000 cadres (3,7 %); 15 000 professions libérales, techniciens, agents de soutien (18,6 %); 20 000 cols bleus (24,8 %); 8 500 policiers municipaux (10,6 %); 23 000 pompiers (28,6 %) dont 20 000 à temps partiel et 3 000 à temps complet; 11 000 employés du transport en commun (13,7 %). Pierre Prévost (1999). *La gestion municipale au Québec*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, p. 58 et 59.

² L'appellation officielle de ce ministère est, depuis le remaniement de décembre 2008, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Pour les municipalités n'ayant pas fourni d'information sur leur effectif, le MAMROT a présenté des données correspondant aux prévisions budgétaires desdites municipalités.
n.d. : Données non disponibles

Sur la base de ces données, on observe que seule la catégorie des élus a connu une diminution nette de son effectif entre 2000 et 2010. Cette situation est notamment liée au processus de fusion municipale mené dans les années 2000, 2001 et 2002. Ces regroupements ont eu pour conséquence une restructuration des conseils municipaux et, dans un certain nombre de cas, un remplacement de plusieurs postes de conseillers municipaux par un poste de représentant d'arrondissement. Pareillement, l'augmentation du nombre d'élus municipaux dans les années 2005 et 2006 est consécutive aux défusions municipales permises selon les termes de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités.

Au cours des prochaines années, la tendance à la baisse du nombre d'élus risque de se poursuivre avec la réduction de la taille de certains conseils municipaux. En 2011, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire donnait son autorisation pour que les villes de Québec et de Longueuil réduisent leur nombre d'élus. À Québec, cette diminution fera passer de 27 à 21 le nombre de conseillers municipaux lors des prochaines élections municipales, alors que pour Longueuil, les élus passeront de 26 à 15.

Par ailleurs, il est intéressant de souligner que les municipalités québécoises ont connu une augmentation de leur capacité administrative, comme en témoigne l'augmentation des catégories d'employés cadres, professionnels, cols bleus et policiers au cours de cette période allant de 2000 à 2004 et qui a été marquée par d'importantes réorganisations du milieu municipal au Québec.

Aucun élément du contenu du présent document ne peut être utilisé, reproduit ou transmis, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de L'Observatoire de l'administration publique – ENAP. Pour solliciter cette permission ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez vous adresser à etat.quebecois@enap.ca

Diffusion autorisée par Les publications du Québec.

Certaines données présentées dans ce document sont issues de Statistique Canada par extraction de la banque de données ESTAT, sous-produit de CANSIM. La publication sur ce site des séries chronologiques de CANSIM est partielle et l'équipe de recherche y a apporté une plus-value par le calcul d'indicateurs. Pour en savoir plus, visitez : <http://www.statcan.gc.ca/estat/intro-fra.htm>

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada, 2012

ISBN 978-2-923008-40-0 (PDF)

© L'Observatoire de l'administration publique-ENAP, 2012

